

# CONVENTION DE COOPÉRATION

ENTRE



DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

**LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU  
PAS-DE-CALAIS**

dont les locaux sont situés 5 rue Brassart 62000 Arras

ci-après dénommée DDFIP 62

représentée par M. Hubert GIRARD, Directeur Départemental des Finances Publiques du  
Pas-de-Calais par intérim

et



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

**LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE  
TERRITORIALE DU PAS-DE-CALAIS**

dont les locaux sont situés allée du Château 62700 Bruay la Buisnière

ci-après dénommé CdG62,

représenté par M. DUQUENOY, en sa qualité de Président du Centre de Gestion du  
Pas-de-Calais

## Préambule

La Direction départementale des finances publiques du Pas-de-Calais a engagé depuis juin 2019 une vaste réorganisation de son réseau du secteur public local, en application du projet du Nouveau Réseau de Proximité .

A ce titre, des Services de Gestion Comptable (SGC) ont été installés sur le territoire (13 pour le département)<sup>1</sup> . Spécialisés dans l'exécution des opérations comptables et financières des collectivités, ils participent activement au renforcement de la performance des services des finances publiques.

Cette réforme s'est accompagnée, en parallèle, de la création de Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL). Le territoire est intégralement couvert (22 CDL pour le département<sup>2</sup>) et chaque collectivité peut ainsi solliciter les conseils et l'expertise d'un CDL dédié, en vue d'une réponse rapide et personnalisée.

Cette mise en place du binôme SGC/CDL a pour objectif d'accompagner l'ensemble des collectivités dans le conseil, dans l'expertise comptable et financière et sur tous les sujets des collectivités locales en lien avec l'administration des Finances publiques.

La promotion de la qualité comptable est un enjeu majeur pour les équipes des Finances Publiques. Celle-ci doit garantir la sincérité, la régularité et la fidélité des comptes des collectivités locales et de leurs groupements, notamment pour une connaissance approfondie du patrimoine des collectivités.

Au-delà de ses missions historiques créées par les lois de décentralisation, le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Pas-de-Calais, comme ses homologues sur le territoire national, s'est mué en véritable prestataire de services en matière de RH.

L'action sociale, la paie à façon, le service Usages Numériques et Informatiques ou le service de remplacement sont des exemples de l'évolution de ces missions complémentaires, mises en place pour adapter l'accompagnement aux nouveaux besoins des collectivités tout en continuant à leur assurer fiabilisation et sécurisation.

Le 20 juin 2023, le CdG62 a accueilli en son siège de Bruay-La-Buissière les 16 CDL en poste à cette date, ainsi qu'une représentante du service de direction en charge du secteur public local.

Cette matinée de travail a été l'occasion de mieux appréhender nos métiers respectifs et les offres de service à l'attention des collectivités locales.

A l'issue de cette première rencontre, il est apparu qu'il existait de nombreuses interactions entre nos missions et que nous avons beaucoup à gagner à mettre en place une collaboration active afin de répondre au plus près aux besoins des collectivités, tout en respectant les spécificités de nos deux entités et notamment celles relatives au secret professionnel qui s'imposent à nos collaborateurs dans l'accomplissement de leurs travaux.

C'est l'objet et l'enjeu de cette convention de coopération entre la DDFIP 62 et le CdG62 qui va s'appuyer sur leur complémentarité de missions et leurs expertises respectives.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

---

<sup>1</sup> Les 13 SGC ainsi créés se substituent aux 47 trésoreries pré-existantes

<sup>2</sup> A rapprocher de 19 EPCI

## Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de renforcer et valoriser la collaboration entre la DDFIP 62 et le CdG62, par le partage de leurs expertises, par l'échange sur leurs process et méthodes de travail et aussi par le développement et la mise en œuvre d'actions communes auprès des ordonnateurs.

L'intérêt partagé des partenaires est de permettre aux agents territoriaux en charge des finances locales de gagner en compétence et en confiance dans l'accomplissement de leurs missions. A cette fin, la DDFIP62 et le CdG62 s'engagent à développer un partenariat en vue de conduire des actions communes de nature à renforcer la qualité de service attendue de ces deux entités par les collectivités locales. Chaque partie s'attachera également à faire connaître aux ordonnateurs ce que peut apporter l'autre en matière de services et de soutien.

Pour favoriser l'atteinte de cet objectif de qualité de la gestion publique, la présente convention prévoit la mise en œuvre des actions développées dans l'article 2 ci-dessous.

## Article 2 : les axes de coopération

La DDFIP 62 et le CdG 62 conviennent de développer des collaborations dans les domaines suivants :

### *2.1 : mieux se connaître*

Les parties conviennent d'identifier et de transmettre réciproquement une liste d'interlocuteurs référents afin de faciliter les échanges entre la DDFIP et le CdG62, qui sont de nature à favoriser leurs objectifs respectifs.

A ce titre, la liste des CDL du département, avec leurs coordonnées et leur compétence territoriale, sera transmise au CdG62 à échéances régulières.

Il en sera de même pour l'organigramme du CdG62 qui sera communiqué à la DDFIP 62 ainsi que les interlocuteurs référents.

### *2.2 : conduire une réflexion de veille prospective sur le domaine des finances publiques locales*

Les parties conviennent de mener des analyses conjointes sur le contexte et les évolutions juridiques, comptables et financières des finances publiques locales,

Cette collaboration pourra se décliner sous les formes suivantes, à titre d'exemples pour les premières actions à envisager :

- participation conjointe à des groupes de travail thématiques (paye, dématérialisation et transformation numérique des usages,...)
- identification conjointe des problématiques et des besoins d'accompagnement des équipes des collectivités en vue de les amener à mieux exercer leurs missions

### **2.3 : accompagner le renforcement des compétences des agents territoriaux**

Les parties conviennent de la nécessité d'accompagner le renforcement des compétences des agents territoriaux sur les sujets financiers et comptables.

Le CdG62, en partenariat avec la région Hauts de France, France Travail et le CNFPT a mis en place depuis 2018 une formation au poste de secrétaire de mairie.

L'objectif de cette formation est de disposer, sur le territoire d'un EPCI, d'un vivier de personnels opérationnels dès leur prise de fonction, capables de répondre au mieux aux attentes les plus courantes des collectivités du territoire.

La DDFIP 62 s'engage à favoriser le bon déroulement des sessions consacrées aux finances publiques

Le réseau des CDL aura ainsi toute sa place dans cette démarche d'accompagnement.

### **2.4 : participer à des événements communs**

La participation réciproque aux événements organisés par l'une ou l'autre des parties sera systématiquement étudiée.

A ce titre, le CDL territorialement compétent sera convié à la cérémonie de remise des diplômes aux nouveaux et nouvelles secrétaires de mairie formés via le dispositif repris au point 2.2 ci-dessus.

Les parties conviennent également d'engager une réflexion pour l'organisation d'événements (colloques, séminaires, journées d'études, journées d'actualité, réseau secrétaires généraux de mairie...) en associant, en tant que de besoin, d'autres partenaires.

Les modalités d'organisation de ces manifestations, leurs thématiques, leur financement et leur fréquence seront précisées ultérieurement au gré de l'actualité du SPL et de l'expression des besoins des collectivités locales.

## **Article 3 : le suivi de la convention**

### **3.1 : la désignation de référents**

Chacune des parties à la présente convention désigne un référent chargé de veiller à la bonne application de cette dernière.

Ils constituent le point d'entrée de chacune des parties pour tout signalement relatif à la mise en œuvre de la convention.

Tout changement de référent doit être immédiatement signalé à l'autre partie.

Pour la DDFIP 62 :

Richard Delpierre

Conseiller aux Décideurs Locaux et coordinateur  
du réseau des CDL du Pas-de-Calais  
DDFIP du Pas-de-Calais

Pour le CdG62 :

Anne Budynek

responsable de la communication  
Centre de gestion du Pas-de-Calais

### **3.2 : une réunion annuelle**

Les deux parties s'engagent à organiser une réunion annuelle avec des responsables des parties à la convention, accompagnés des référents susvisés afin d'échanger sur les actions mises en place au cours de l'année écoulée.

Cette réunion est l'occasion :

- de faire un point sur la mise en œuvre de la présente convention ;
- de dresser un bilan du dispositif à l'issue de la période écoulée ;
- de formuler de nouvelles pistes de coopération susceptibles d'être mises en œuvre

### **Article 4 : Effet et durée de la convention :**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Elle pourra faire l'objet d'avenants ultérieurs.

Elle est conclue pour une durée d'une année et se renouvelle par tacite reconduction.

Fait à                    en deux exemplaires, le

Le Directeur Départemental  
des Finances Publiques du Pas-de-Calais

Le Président  
du Centre de gestion du Pas-de-Calais